

topos

CRISE ET AVENIR DU MOUVEMENT OUVRIER

I - UN SYNDICALISME EN RETARD SUR SON TEMPS

Les forces syndicales ou politiques, qui se réclament du socialisme n'arrivent visiblement pas à se situer à la hauteur des enjeux dont dépend l'avenir. Certes, elles multiplient les déclarations d'opposition aux actes du pouvoir politique et économique. Cet été, les motifs en sont plus nombreux encore avec l'attaque brutale contre le pouvoir d'achat des plus faibles et avec les signes évidents de l'échec d'une politique gouvernementale qui manifeste plus que jamais l'absence de tout projet, de tout dessein collectif. On s'attendrait dans une telle situation à ce que les forces populaires utilisent l'espace disponible pour présenter des propositions cohérentes et mobilisatrices, et s'engouffrent dans les brèches du capitalisme en crise. Visiblement, il n'en est rien ; la protestation reste militante, les mécontentements ont plus tendance à s'additionner contradictoirement qu'à converger en un rassemblement conscient pour une politique alternative. Pour quelles raisons ? Un diagnostic rigoureux s'impose. La qualité des réponses, l'ampleur et l'efficacité de l'action des prochains mois en dépendent.

Bien des explications apparaissent à la fois pertinentes et insuffisantes.

On met souvent la réticence de nombre de travailleurs à participer à l'action directe sur le compte des difficultés économiques et sociales. Beaucoup font le gros dos sous l'orage du chômage. Certes ; mais la proposition par les forces d'opposition d'une politique réellement capable de mener au plein emploi ne secouerait-elle pas cette apathie ?

Pour d'autres, les luttes ne débouchent pas en raison de l'intransigeance patronale et gouvernementale ; d'où le découragement. Mais quel syndicaliste a jamais attendu de cadeaux de la part de son employeur ?

.. / ...

Et puis, notre horizon reste obscurci par l'ombre portée du totalitarisme, étouffant la quasi totalité des pays qui ont mis à mal le capitalisme. Effectivement ; le socialisme dans la liberté manque encore de crédibilité. Mais n'est-ce pas d'abord du au piétinement des forces socialistes devant la conscience, plus claire aujourd'hui qu'hier, des déviations et impasses historiques du mouvement ouvrier ?

Cessons donc de renvoyer à l'extérieur les causes premières de nos difficultés. Cessons aussi de tout expliquer par la division de la gauche et l'échec de mars 78, en renvoyant toute la responsabilité sur le partenaire. Ne vaut-il pas mieux s'interroger sur les insuffisances de la démarche et du projet des forces populaires ? Est-ce que ce ne sont pas d'abord ces insuffisances-là qui nous ont conduit où nous en sommes ? Ne convient-il pas en priorité de trouver en nous-mêmes l'origine de nos difficultés, les raisons pour lesquelles l'opinion publique perçoit une stagnation, voire un déclin des forces syndicales et politiques qui se réclament du socialisme ?

Allons-y franchement. A notre sens, il y a crise de tout le mouvement ouvrier sous deux aspects principaux.

D'une part, la composition, la représentativité des forces organisées du mouvement ouvrier est restée largement figée depuis trente ans, alors que le salariat s'étendait et se diversifiait rapidement sous l'effet de l'évolution économique, technologique et sociale. Du même coup, les forces populaires répondent mal à l'attente de couches sociales entières pourtant dominées ou exploitées comme les autres et aussi perturbées par l'avenir prévisible.

D'autre part, l'attitude dominante des forces de gauche, face aux incertitudes de la situation, est profondément conservatrice. On ne peut qualifier autrement cette fuite devant les problèmes nouveaux et le terrain mouvant de la crise pour se réfugier dans le repli sur soi, la délectation dans le vieux langage confortable et les recettes rassurantes d'avant-guerre, les tendances au sectarisme ou à l'électoratisme.

Il est grand temps de se reprendre. Au moment où des pans entiers de la société sont déstructurés et recomposés, aucune force sociale ou politique ne peut prétendre jouer un rôle décisif sur l'avenir si elle se contente de gérer son fonds à la petite semaine dans l'illusion de conserver ses acquis intacts. La seule façon de préserver ses acquis comme de les enrichir, c'est d'accepter qu'ils changent en les confrontant à des choix, obligatoirement incertains, en les exposant au feu des enjeux dont demain dépend.

On pourrait traiter de la crise du mouvement ouvrier en partant du cahin-caha des partis de gauche. Mais à quoi bon en rajouter ? Regardons-nous plutôt en face, nous les organisations syndicales dont le patronat (de l'UIMM) souligne "le désarroi, l'affaiblissement indiscutable", ou encore dans l'Usine Nouvelle "la grande déprime".

Nous pouvons relever le défi si nous acceptons d'analyser sans ambages ce qui motive un tel constat et si nous choisissons les moyens d'en sortir, aussi inconfortables soient-ils, comme nous avons entrepris de le faire à notre congrès de Brest.

Deux clignotants rouges sont allumés depuis plusieurs années au tableau de bord du syndicalisme français : la stagnation, voire la régression du nombre total des syndiqués qui n'atteint déjà qu'à peine le quart du salariat ; la lente érosion de la proportion de travailleurs votant pour les organisations syndicales dans les élections professionnelles.

Si l'on affine l'examen au delà des moyennes, les zones où la présence syndicale est gravement insuffisante recouvrent à la fois les petites entreprises, les OS, certains secteurs du tertiaire, les retraités et les chômeurs. En fait, depuis plus d'un siècle, les ouvriers (hommes) qualifiés de l'industrie dominante le mouvement syndical, s'identifient à la classe ouvrière tout entière et s'expriment en son nom. Seuls les fonctionnaires sont venus s'intégrer en force à ce groupe.

Cette composition n'explique-t-elle pas toute une imagerie présente dans la tradition du mouvement ouvrier français qui se traduit par une certaine propension verbale à survaloriser l'ouvrier professionnel tout en proposant comme projet émancipateur, des programmes dont la pente aurait volontier pour effet de fonctionnariser l'ensemble des travailleurs et de renvoyer toute solution à l'Etat tutélaire ?

Par sa représentativité, par la base sociale militante dont il exprime les aspirations, notre syndicalisme est en retard sur son temps. Facteur aggravant, l'emploi progresse nettement plus vite dans les secteurs où il est déjà le moins présent. Cette situation ne sera pas dépassée en cherchant à agglomérer les catégories sociales et professionnelles nouvelles au noyau censé représenter le coeur de la classe ouvrière, mais en apprenant à diversifier notre appréhension des aspirations du salariat, en acceptant le risque de remise en cause dans la confrontation des réalités.

Par exemple, nous sommes en train de nous rendre compte combien notre syndicalisme, parce qu'il reflète encore largement le seul groupe dominant de type masculin et industriel, est en train de gagner qualitativement à se confronter aux aspirations de type féminin et tertiaire.

L'accession d'un plus grand nombre de femmes aux responsabilités syndicales, malgré les insuffisances et la lenteur du processus, est en train de changer la hiérarchie des revendications, de pousser en avant tout ce qui touche à la durée du travail. La meilleure prise en compte du mouvement d'émancipation des femmes par l'action syndicale enrichit d'une dimension et d'une énergie nouvelles la lutte, démultipliée depuis mai 68, pour l'autonomie individuelle et collective, contre toutes les forces de domination.

Notre syndicalisme, bâti sur la conception que se font de la lutte sociale les ouvriers qualifiés et les fonctionnaires, a laissé la distance s'accroître avec les travailleurs les plus démunis, ceux qui sont aux alentours du SMIC, avec les plus dominés, en particulier dans les petites entreprises, avec les plus délaissés, notamment les retraités ou les chômeurs. De tout temps, le syndicalisme a prétendu parler au nom du prolétariat le plus marginal, des laissés pour compte, mais sans réussir

vraiment à y être présent. Rien d'étonnant à ce que ces catégories sociales se retrouvent mal dans le syndicat et, politiquement, votent pour ceux qui les assistent aujourd'hui plutôt que pour ceux qui leur apparaissent trop souvent au total comme promettant ... de mieux les assister demain.

Ces caractéristiques principales et permanentes de l'insuffisance de la présence syndicale permettent de comprendre combien les syndicats se trouvent jusqu'à présent mal placés pour s'opposer à la volonté patronale de dissociation des statuts sociaux et des garanties collectives. Les employeurs utilisent la crise pour multiplier les intérimaires, les contrats à durée déterminée - plus de la moitié des jeunes ne trouvent un premier emploi que pour une durée limitée -, les entreprises spécialisées dans le gardiennage^{ou} le nettoyage, les activités dites de service, les non-titulaires de la fonction publique. Une telle politique conduit à l'éclatement des contrats salariaux ... et de la lutte sociale.

Les hors-statuts échappent d'ores et déjà largement à l'influence syndicale malgré les efforts des militants. Laisser s'aggraver le phénomène serait réduire le syndicalisme - au delà des proclamations - à la défense corporative des seuls travailleurs qui sont déjà les moins mal protégés et à la fin de tout projet social solidaire sans lequel il n'y a plus de mouvement ouvrier mais addition contradictoire de groupes de pression.

Pour être surmontées, les limites de la représentativité syndicale appellent un changement radical d'attitude. Ceux qui s'y refusent prétendent détenir à eux seuls les clés de la sortie de la crise et de la construction du socialisme. En fait, ils ne croient pas à la force irrésistible d'un mouvement social irrigué par la confrontation égalitaire de l'ensemble des aspirations des groupes et catégories exploités et dominés. Ils limitent l'action syndicale à quelques revendications dites unifiantes, incapables de répondre à l'extraordinaire complexité du réel. Ils mettent tous leurs espoirs dans une victoire politique, censée résoudre d'en haut les problèmes qu'ils laissent pendants aujourd'hui.

Ils reproduisent tout simplement la terrible erreur historique de ceux qui, de tout temps, ont prétendu penser pour toute la classe ouvrière et identifié le pouvoir de la masse des travailleurs à leur propre pouvoir. La seule attitude syndicaliste et socialiste soutenable consiste à opposer un refus définitif à cette nouvelle promesse de bureaucratie et à instaurer comme base première de l'action et de la réflexion les faits, les sujétions et les aspirations réelles de chaque groupe social. Bâtir l'action syndicale au plus près de chaque travailleur, réhabiliter une attitude d'enquête, de soif de connaissance, comprendre le pourquoi des réactions individuelles et collectives - quel que soit le temps que cela demande -, instaurer le débat démocratique et la confrontation comme condition d'élaboration d'une démarche et d'objectifs unitaires : il n'y a pas d'autre voie pour rattraper notre retard historique et construire dans le progrès continu de la conscience sociale le syndicalisme de notre temps.

Un tel syndicalisme se doit d'intégrer l'apport des sciences humaines, d'accorder autant d'importance aux phénomènes de rapports de pouvoir et de domination qu'à ceux liés à l'exploitation de la force de travail. Il se doit de mettre sans cesse en cause son langage de bois, ses écarts entre ses déclarations et ses actes.

Les structures syndicales, qu'il s'agisse des syndicats de base des fédérations d'industrie et des unions régionales, doivent faire preuve de mobilité et de capacité d'adaptation. N'oublions pas que les plus grandes entreprises ont un centre de décision unique pour des activités qui recoupent souvent plusieurs industries et plusieurs services tertiaires. Et les grands problèmes transversaux, l'énergie ou l'information par exemple, n'appellent-ils pas des réponses pluridisciplinaires ?

Si elle veut faire progresser solidairement la satisfaction des besoins sociaux, notre action contractuelle doit dépasser les limites de l'entreprise et de la branche et s'efforcer d'imposer de nouveaux lieux de négociation, par exemple au plan local avec les collectivités territoriales.

En enrichissant la vie sociale de nouveaux rapports contractuels, en refusant le tout-à-l'Etat, tout-à-la-loi, réducteur et appauvrissant, caractéristique de l'impuissance et du centralisme, le mouvement syndical peut établir des rapports renouvelés de coopération et d'action convergente avec d'autres forces populaires, partis et associations. C'est ainsi qu'il peut le mieux contribuer à rassembler les conditions d'une réelle union des forces populaires.

Les progrès unitaires appellent eux aussi un changement de méthodes. Bien sûr, cela ne suffira pas à surmonter les divergences de fond, mais cela permettrait de les aborder dans de meilleures conditions. Les rapports intersyndicaux par exemple sont essentiellement perçus, et souvent vécus, comme agressifs, négatifs. Chacun passe vite de la divergence à l'accusation. Ne vaudrait-il pas mieux reconnaître que la pluralité syndicale, produit de l'histoire et du présent, appelle un débat calme et serein pour rapprocher tout ce qui peut l'être et éclairer, approfondir, ce qui divise pour tenter de progresser ensemble ? Au moins, pourrait-il être possible d'orienter positivement l'inévitable émulation qui existe entre la CFDT et la CGT. Qui sait d'ailleurs si une telle attitude ne ferait pas tâche d'huile ? Des pays voisins montrent le visage d'un pluralisme syndical bien moins chargé d'agressivité polémique. Le taux de syndicalisation y est plus élevé que chez nous ...

Il reste un changement majeur à promouvoir et qui concerne la façon dont les organisations syndicales conçoivent la lutte sociale. Il est urgent de dépasser le simple refus pour développer une capacité de proposition. Urgent de passer de la défense difficile des acquis, dans la tourmente de la crise et sous les coups de boutoir des politiques d'austérité, à l'offensive sur plusieurs points-clés de la réorganisation économique et sociale en cours. Alors, notre action et ses résultats montreront clairement qu'il ne s'agit pas, pour nous, de négocier des reculs mais qu'il est possible, ici et maintenant, de développer une dynamique de changement positif.

CRISE ET AVENIR DU MOUVEMENT OUVRIER

II - S'APPUYER SUR LA CRISE POUR CHANGER

Nous savons que nous ne sortirons de cette crise qu'en changeant les modes de production, de consommation et d'échange. Pourtant devant les assauts que nous subissons, il nous arrive de nous crispier instinctivement sur les modes anciens. Depuis l'époque où la classe ouvrière n'avait que ses chaînes à perdre, il y a eu l'automobile ... Sauf en période révolutionnaire où tout paraît (faussement) possible, pour les travailleurs, la sécurité n'apparaît pas liée au changement. Et pourtant !

L'impasse du productivisme, facteur du chômage est évidente.

Le type de développement actuel exacerbe les inégalités et accentue les tensions internationales. Chacun ressent l'aggravation des conditions de travail et de vie consécutive à l'exacerbation de la concurrence internationale.

Dans ces conditions, comment se fait-il que les forces dominantes responsables de cette situation apparaissent aux yeux de nombreux travailleurs garantes de plus de sécurité que celles qui les contestent ? Les forces populaires ne paient-elles pas là le prix d'un manque de crédibilité né de leur attitude et de la faiblesse de leurs propositions ?

Mais alors, il convient de regarder en face les problèmes et non de les nier. De les prendre en charge et non de les évacuer subrepticement en se contentant de dénoncer les solutions patronales et gouvernementales. Il convient de développer l'action immédiate sur des objectifs concrets de transformation liés au projet social que nous portons.

Volonté de changement immédiat malgré la crise, ou mieux en s'appuyant sur elle ; prise en compte d'un certain nombre de problèmes réels de la société économique et politique française : telles sont des caractéristiques de la nouvelle politique d'action de la CFDT. Il faut avoir le conservatisme bien chevillé au corps pour juger cette attitude moins conforme aux aspirations ouvrières que celles qui consiste à fermer les yeux devant l'obstacle et à ressasser les vieux manuels. Seule une mobilité offensive de l'action syndicale peut éviter aux acquis collectifs de se rétrécir comme une peau de chagrin. Elle seule peut obtenir des avancées significatives vers une sortie de la crise conforme aux aspirations ouvrières.

Ainsi la volonté patronale de réduire globalement le coût de l'indemnisation-chômage a conduit celui-ci à porter l'attaque contre les 90 %, qu'il estimait être notre point faible, parce que perçu par une petite minorité de chômeurs. Mais la contre-attaque syndicale, loin de nier l'inégalité dans l'indemnisation, s'est appuyée sur elle pour avancer des contre-propositions. Les luttes sociales ^{aidant} / notamment celles des sidérurgistes de Denain et Longwy, il a été possible d'obtenir une amélioration globale et dans un sens égalitaire de l'assurance-chômage.

Dans cette mutation, comme dans la rénovation des conseils de prud'hommes, où la CFDT a aussi joué un rôle-clé, le changement était loin d'être acquis à l'avance du côté syndical, y compris dans nos rangs. Mais, globalement, chacun reconnaît aujourd'hui les progrès réalisés.

Des progrès, mais aussi, il faut le dire, combien d'objectifs non atteints ! Par exemple, par rapport à notre volonté de faire progresser fortement les bas salaires en réduisant tout aussi fortement l'éventail des salaires et des revenus. C'est pourtant là un axe majeur des changements que le syndicalisme veut imposer à travers la crise, un changement correspondant au type de développement de demain. Nous n'avons pas progressé sur ce point depuis un an, l'action n'a pas été suffisante. Quant aux promesses de Barre et de Giscard, elles sont restées bulles de savon.

Dans la sidérurgie, la CFDT a refusé de nier la nécessité d'une restructuration et a lutté pour des solutions modifiant les choix patronaux. Sans doute cette première tentative d'envergure d'intervention syndicale sur la politique industrielle n'a-t-elle modifié les décisions patronales que de façon trop limitée. Mais cette action a eu des retombées positives sur les garanties sociales des sidérurgistes menacés de licenciements et c'est là, nous en sommes persuadés, un précédent qui servira.

Ces quelques exemples montrent, à notre sens, la voie que doit emprunter le syndicalisme. En acceptant de regarder les problèmes en face, en s'appuyant sur la nécessité où se trouvent nos interlocuteurs gouvernementaux et patronaux de bouger pour faire face à la crise, les syndicats peuvent

agir pour des solutions alternatives avec une efficacité bien plus grande que celle qui résulterait d'une simple dénonciation des choix patronaux. Telle est l'attitude que nous devons prendre devant les principaux dossiers de cette rentrée.

A la volonté patronale de dénaturer la sécurité sociale, d'imposer une médecine des riches et une médecine des pauvres, nous pouvons opposer avec l'appui de l'opinion publique non seulement la défense mais le progrès dans la solidarité et la redistribution. Encore ne faut-il pas nier la montée des dépenses de santé, elle est indéniable. Il faut même en démontrer l'ampleur et les origines dans une société qui multiplie les agressions contre l'équilibre des individus puis médicalise les remèdes, c'est-à-dire tente de réparer les "dégâts du progrès" par le biais d'institutions spécialisées. Le mouvement ouvrier peut faire progresser la prévention dans les entreprises - notamment en conquérant le droit d'expression des travailleurs sur leurs conditions de travail - et les quartiers. Il peut en faire l'axe majeur d'une réorganisation du système de santé qui devra aussi, c'est évident, cesser de faire payer le salarié pour combler l'insuffisance de cotisations du commerçant, de l'agriculteur et de l'industriel.

Le gouvernement veut réduire le pouvoir d'achat des Français, les mesures tombées tout l'été comme à Gravelotte en témoignent largement. Barre s'abrite derrière la nécessité de payer la facture pétrolière. Faut-il pour autant la minimiser, comme certains s'y essaient ? Ils ne convaincront pas grand monde. Par contre, nous pouvons nous mobiliser pour imposer une autre réponse au : qui doit payer ? Non seulement, il faut dénoncer l'énorme injustice qui a vu les smicards payer très cher et les plus riches, les non salariés, échapper au paiement de notre dû, mais en plus nous pouvons nous saisir de cette juste émotion pour nous attaquer aux inégalités. Mobilisons-nous pour que, malgré le coût du pétrole, les bas salaires et revenus soient augmentés plus que le coût de la vie tandis que les salaires et revenus moyens verront leur pouvoir d'achat préservé. Par contre, les hauts salaires et revenus dépassant six fois le SMIC ne seront pas totalement garantis. Quant aux très hauts revenus, ils doivent être sévèrement ponctionnés. Cette proposition alternative de paiement de la facture pétrolière ne serait-elle pas plus efficace, plus mobilisatrice, plus porteuse d'avenir que les formules classiques de maintien du pouvoir d'achat pour tous, en pourcentage ou en somme fixe ?

Le patronat cherche à s'appuyer sur certaines aspirations des salariés à une plus grande maîtrise de leur temps de travail, notamment des jeunes et des femmes, pour accroître la souplesse de sa gestion et faire progresser l'individualisation des horaires tout en mettant en cause un certain nombre de garanties collectives. La masculinité des organisations syndicales leur a fait longtemps sous-estimer les contraintes de la journée de travail des femmes qui, aujourd'hui encore, cumulent le plus souvent travail salarié, travail ménager et tâches d'éducation. Or leur refus global de tout aménagement du temps de travail n'a nullement empêché les employeurs de faire progresser leurs solutions ... avec l'assentiment fréquent de la majorité des salariés des entreprises concernées. La leçon porte : une attitude plus positive et plus offensive se développe dans les syndicats. Ainsi les garanties syndicales exigées pour l'aménagement de la journée, de la semaine ou de l'année de travail - organisation des horaires, travail à temps partiel, durée annuelle - ont un double avantage : elles répondent à des problèmes réels des salariés que seule une certaine sclérose avait fait négliger ; et parce qu'elles s'appuient de ce fait sur un accord large des salariés, elles imposent une contrainte suffisante pour modifier les solutions patronales et assurer un progrès, là où hier il y avait recul.

Le barrage opposé à la réduction du temps de travail vers les 35 heures est d'une très grande solidité. Tout l'arsenal des moyens patronaux et gouvernementaux est utilisé pour résister, créer le doute sur la validité d'un tel objectif, multiplier les objections. Au lieu de les nier, il est bien préférable de reconnaître certains des problèmes posés et de montrer comment les résoudre.

Ainsi, nous dira-t-on, il n'est pas possible de décider d'aligner immédiatement tout le monde à 35 heures ! C'est évident ; il suffit de constater les horaires fous dans les transports routiers ou les hôtels-café-restaurants - qui dépassent souvent le maximum légal - pour conclure à la nécessité de lier une orientation générale de réduction du temps de travail à des mesures spécifiques qui permettent de surmonter les obstacles.

La réduction du temps de travail, dira-t-on encore, améliore la productivité ; elle ne crée pas un nombre d'emplois mathématiquement proportionnel ! C'est vrai. Raison de plus pour que la création d'emplois liée à la réduction de la durée du travail fasse l'objet d'une négociation. C'est pour cela que nous demandons les moyens de contrôler la productivité, afin que la charge de travail de chacun ne s'accroisse pas à la mesure de la réduction décidée et que le nombre d'emplois maximum soit créé.

Autre argument : réduire le temps de travail augmente le risque du travail noir, rend plus difficile l'accès aux services publics pour les usagers, pose un problème de la durée d'utilisation des équipements. Les syndicats ne se refusent-ils pas de discuter ce type de sujets ? Pas du tout ! Sur tous ces terrains, nous sommes prêts à faire état de nos réflexions et de nos propositions. A qui la faute si les interlocuteurs patronaux se dérobent en permanence de crainte que nous ne jetions un oeil sur leur gestion ?

Et la compétitivité internationale qui empêcherait de réduire la semaine de travail à 35 h. dans un seul pays, combien de fois n'avons-nous pas entendu cet argument ? En réalité, il y a déjà longtemps que nous y avons répondu. D'abord en montrant qu'il y a une marge importante de jeu en France où la durée du travail est l'une des plus longues d'Europe. Mais aussi en agissant avec nos camarades de la Confédération européenne des syndicats pour une action convergente et des progrès coordonnés qui aident à l'avancée du problème dans chacun des pays d'Europe occidentale.

On pourrait continuer longtemps cette description des possibilités syndicales de propositions offensives, pour modifier le contenu du travail et la qualité de la vie au milieu des soubresauts de la crise. Par exemple, il faut encore opposer à la nouvelle division internationale du travail imposée par les multinationales, non pas quelque absurde protectionnisme outrancier mais une autre division internationale reposant sur un type de développement solidaire, résultant d'accords de coopération et d'échanges entre pays développés et sous-développés.

Ou bien encore, nous allons opposer au tout nucléaire notre campagne de pétition, de sensibilisation et d'action pour une alternative énergétique fondée sur l'économie d'énergie et l'utilisation maximum des ressources classiques et nouvelles. Nous pensons avoir un tout autre écho que celui qui résulterait d'une négation des problèmes posés tant par le tout-nucléaire que par l'avenir énergétique de notre pays.

On le voit, sur chaque terrain de la réorganisation économique et sociale, le désaccord est fondamental entre les solutions patronales et les nôtres. La crise accentue les antagonismes plus qu'elle ne les réduit. Elle nous donne des chances accrues de faire progresser les objectifs du mouvement ouvrier. A condition pour le syndicalisme de faire preuve de mobilité et d'imagination. A condition également de prendre le risque de propositions, car l'acceptation du risque est inhérente à la construction de tout avenir.

De toute façon, le syndicalisme français doit trouver un nouveau souffle. Ses acquis les plus prestigieux sont aujourd'hui banalisés. Pour le plus grand nombre des jeunes, ce n'est pas le syndicat qui est perçu comme le garant de la sécurité sociale, de l'assurance chômage, des retraites complémentaires, des régimes de prévoyance, de la loi sur les 40 heures, des oeuvres sociales des comités d'entreprise ... Tous ces acquis de la lutte collective sont avant tout perçus sous la forme d'institutions au demeurant peu enthousiasmantes. Tout concourt à définir une nouvelle démarche, de nouveaux objectifs, capables d'éveiller et de mobiliser les volontés potentielles. Notre conviction est que l'attitude du syndicalisme esquissée ici permettra à nouveau à un grand nombre de jeunes et de moins jeunes de se reconnaître dans un mouvement ouvrier décidé à emprunter la voie du renouveau. Mais cette conviction n'est pas générale. Nulle part, dans aucune force politique ou syndicale de notre pays, la partie n'est gagnée. Elle peut encore l'être. Cela vaut la peine d'y prendre part.

o

o o